

# Droit pénal européen

---

*3<sup>e</sup> édition*

*2009*

**Jean Pradel**

Agrégé des Facultés de droit  
Professeur émérite de l'Université de Poitiers  
Ancien magistrat

**Geert Corstens**

Président de la Cour Suprême des Pays-Bas  
Ancien professeur à l'Université Catholique de Nimègue

**Gert Vermeulen**

Professeur de droit criminel à l'Université de Gand (Belgique)  
Directeur de l'Institut de recherches internationales  
sur la politique criminelle

**DALLOZ**

# TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE .....	V
ABRÉVIATIONS.....	VII
INTRODUCTION .....	1
SECTION 1	L'ÉVIDENTE NÉCESSITÉ DU DROIT PÉNAL EUROPÉEN.... 3
§ 1.	<b>Des arguments peu convaincants à l'encontre du droit pénal européen.....</b> 3
§ 2.	<b>Des arguments puissants en faveur du droit pénal européen .....</b> 6
SECTION 2	LA GRANDE DIVERSITÉ DU DROIT PÉNAL EUROPÉEN.... 7
§ 1.	<b>L'ensemble de la coopération inter-étatique européenne.....</b> 10
§ 2.	<b>L'ensemble des droits de l'homme .....</b> 12
§ 3.	<b>L'ensemble du droit communautaire .....</b> 17
SECTION 3	LA RELATIVE UNITÉ DU DROIT PÉNAL EUROPÉEN..... 23
§ 1.	<b>L'unité du droit pénal en lui-même.....</b> 24
A.	La permanence des droits de l'homme..... 24
B.	La complémentarité des normes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne..... 26
§ 2.	<b>L'unité du droit pénal européenne face aux droits pénaux nationaux .....</b> 27
A.	La primauté du droit européen sur les droits nationaux..... 27
B.	La sauvegarde des droits nationaux face au droit européen..... 32
PARTIE 1	<b>LE DROIT PÉNAL DU CONSEIL DE L'EUROPE.....</b> 39
TITRE 1	<b>LE DROIT PÉNAL DE LA COOPÉRATION ENTRE ÉTATS.....</b> 41
SECTION PRÉLIMINAIRE	<b>UN PREMIER APERÇU DE LA MATIÈRE .....</b> 42

SOUS-TITRE 1	LA COOPÉRATION D'APPLICATION GÉNÉRALE .....	51
CHAPITRE 1	L'ENTRAIDE PRIMAIRE.....	53
SECTION 1	LA TRANSMISSION DES POURSUITES .....	53
	§ 1. <b>Les modalités de la transmission des poursuites</b> .....	53
	A. La dénonciation par un État aux fins de lancement des poursuites par un autre État.....	53
	B. La transmission de poursuites déjà engagées .....	55
	§ 2. <b>L'obstacle à la transmission d'une poursuite</b>	
	<b>Le principe <i>Ne bis in idem</i></b> .....	74
	A. Conditions d'application du principe <i>Ne bis in idem</i> .....	75
	B. Limites à l'application du principe <i>Ne bis in idem</i> .....	77
SECTION 2	LA TRANSMISSION DE L'EXÉCUTION .....	79
	§ 1. <b>La surveillance des condamnés</b> .....	79
	A. Les conditions de la coopération .....	80
	B. Les modalités de la coopération.....	83
	C. Les formes de la coopération.....	86
	§ 2. <b>Le transfèrement des condamnés</b> .....	87
	A. L'initiative du transfèrement.....	89
	B. Les conditions du transfèrement.....	89
	C. Les conséquences du transfèrement.....	94
	§ 3. <b>Le paiement des amendes</b> .....	100
CHAPITRE 2	L'ENTRAIDE SECONDAIRE .....	101
SECTION 1	L'ENTRAIDE MAJEURE : L'EXTRADITION .....	101
SOUS-SECTION 1	Conditions de l'extradition .....	106
	§ 1. <b>Conditions quant à la personne</b> .....	107
	A. La question des réfugiés.....	107
	B. L'âge, la santé et autres motifs personnels .....	107
	C. La nationalité du délinquant.....	108
	§ 2. <b>Conditions quant à l'infraction</b> .....	110
	A. L'existence de l'infraction. Le principe de la double incrimination.....	110
	B. La nature de l'infraction .....	111
	C. La gravité de l'infraction.....	122
	§ 3. <b>Conditions quant à la procédure</b> .....	125
	A. La compétence.....	125
	B. La procédure au sens strict.....	126

SOUS-SECTION 2	Déroulement de l'extradition.....	130
	§ 1. <b>La requête</b> .....	131
	A. Voie d'acheminement.....	131
	B. Pièces jointes .....	131
	C. Questions annexes.....	132
	§ 2. <b>L'arrestation provisoire</b> .....	133
SOUS-SECTION 3	Effets de l'extradition .....	134
	§ 1. <b>Obligations de l'État requis</b> .....	135
	A. Remise de l'extradé .....	135
	B. Remise des objets .....	137
	§ 2. <b>Obligations de l'État requérant</b> .....	137
	A. Spécialité de l'extradition .....	137
	B. Consentement à la réextradition.....	141
	C. Respect des réserves mises à l'extradition .....	142
SECTION 2	L'ENTRAIDE MINEURE.....	142
	§ 1. <b>L'entraide directe : La Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale et ses Protocoles additionnels</b> .....	143
	A. Les formes de l'entraide.....	145
	B. La procédure de l'entraide .....	157
	§ 2. <b>L'entraide indirecte : la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs</b> .....	161
SOUS-TITRE 2	<b>LA COOPÉRATION D'APPLICATIONS PARTICULIÈRES</b> .....	163
CHAPITRE 1	<b>LES CONVENTIONS RELATIVES À CERTAINES INFRACTIONS</b> .....	165
SECTION 1	<b>LES CONVENTIONS SUR LA CRIMINILITÉ CONTRE LA PERSONNE</b> .....	165
SOUS-SECTION 1	Les Conventions européennes relatives aux infractions routières .....	165
	§ 1. <b>La Convention européenne pour la répression des infractions routières</b> .....	165
	A. Domaine d'application de la Convention .....	166
	B. Mécanisme du fonctionnement de la Convention ....	167
	§ 2. <b>La Convention sur les effets internationaux de la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur</b> .....	173

SOUS-SECTION 2	Les Conventions européennes relatives aux actes bafouant les droits fondamentaux de la personne.....	174
§ 1.	<b>La Convention sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre</b> .....	174
A.	Domaine de la Convention .....	175
B.	Effet de la Convention.....	175
§ 2.	<b>La Convention pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants</b> .....	176
A.	Existence d'un Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) .....	177
B.	Rôle du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) .....	178
§ 3.	<b>La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains</b> .....	184
A.	La transmission d'information.....	186
B.	La création d'un mécanisme de suivi .....	187
SOUS-SECTION 3	La Convention européenne sur l'acquisition et la détention des armes à feu .....	188
§ 1.	<b>Élaboration</b> .....	188
§ 2.	<b>Contenu</b> .....	189
SECTION 2	LES CONVENTIONS SUR LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE.....	190
SOUS-SECTION 1	Les infractions relatives au blanchiment.....	190
§ 1.	<b>La Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (1990)</b> .....	190
A.	Mesures internes facilitant la coopération .....	192
B.	Mesures de coopération interétatique.....	194
§ 2.	<b>La Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (2005)</b> .....	203
A.	Financement du terrorisme .....	204
B.	Mesures à prendre sur le plan national .....	204
C.	Coopération internationale .....	205
SOUS-SECTION 2	La Convention pénale sur la corruption (1999) et son Protocole additionnel (2003).....	206
§ 1.	<b>Mesures internes facilitant la coopération</b> .....	207

	§ 2. <b>Mesures de coopération interétatique</b> .....	208
	A. Principes généraux .....	208
	B. Dispositions particulières .....	208
SOUS-SECTION 3	La Convention sur la cybercriminalité (2001) et son Protocole additionnel (2003) .....	209
	§ 1. <b>Mesures internes facilitant la coopération</b> .....	210
	A. Droit pénal de fond .....	210
	B. Droit procédural .....	210
	§ 2. <b>Mesures de coopération interétatique</b> .....	211
	A. Principes généraux .....	211
	B. Dispositions spécifiques .....	212
SECTION 3	LES CONVENTIONS SUR LE TERRORISME .....	212
	§ 1. <b>Mesures internes facilitant la coopération</b> .....	213
	A. Mesures d'ordre préventif .....	214
	B. Mesures de droit pénal de fond .....	214
	C. Mesures de procédure pénale .....	215
	§ 2. <b>Mesures de coopération interétatique</b> .....	215
CHAPITRE 2	LES CONVENTIONS RELATIVES À CERTAINES PERSONNES .....	217
SECTION 1	LA CONVENTION SUR LE DÉDOMMAGEMENT DES VICTIMES .....	217
	§ 1. <b>Le domaine de la protection</b> .....	218
	A. Quant aux infractions .....	218
	B. Quant aux victimes .....	218
	C. Quant au préjudice .....	219
	§ 2. <b>Le régime de la protection</b> .....	219
	A. Règles de fond .....	219
	B. Règles de forme .....	220
SECTION 2	LA CONVENTION SUR LE RAPATRIEMENT DES MINEURS .....	221
SECTION 3	LA CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR LA PROTECTION DES ENFANTS CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS .....	224
	§ 1. <b>Le droit pénal matériel</b> .....	225
	§ 2. <b>Le droit de la procédure pénale</b> .....	228

TITRE 2	LE DROIT PÉNAL DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	231
SOUS-TITRE 1	LA JURIDICTION DES DROITS DE L'HOMME. ÉTUDE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME .....	233
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	LE SYSTÈME ORIGINAIRE .....	235
SECTION 1	ÉCONOMIE GÉNÉRALE.....	235
SECTION 2	APPRÉCIATION .....	235
CHAPITRE 1	LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME COMME ORGANE.....	239
SECTION 1	PERSONNEL DE LA COUR .....	240
SECTION 2	FORMATIONS DE LA COUR .....	241
SECTION 3	COMPÉTENCE DE LA COUR .....	244
CHAPITRE 2	LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ET SON FONCTIONNEMENT.....	246
SECTION 1	SAISINE DE LA COUR .....	246
	§ 1. <b>Auteurs de la requête</b> .....	246
	§ 2. <b>Conditions de fond de la requête</b> .....	247
	A. Les conditions communes aux deux sortes de requête.....	247
	B. Les conditions propres aux saisines fondées sur une requête individuelle .....	255
	§ 3. <b>Formalisme de la requête</b> .....	260
SECTION 2	INSTRUCTION PAR LA COUR.....	261
SECTION 3	DÉCISION DE LA COUR .....	265
	§ 1. <b>Sens de la décision</b> .....	265
	§ 2. <b>Forme de la décision</b> .....	268
	§ 3. <b>Suite de la décision</b> .....	268
	A. Moment où la décision devient définitive.....	268
	B. Effets du caractère définitif de la décision.....	269

SOUS-TITRE 2	LE CONTENU DES DROITS DE L'HOMME .....	278
SECTION		
PRÉLIMINAIRE	UNE PREMIÈRE IDÉE DE LA MATIÈRE .....	279
	§ 1. <b>Le texte même de la Conv. EDH.</b> .....	279
	§ 2. <b>La jurisprudence européenne sur la Conv. EDH.</b> .....	281
	A. Plénitude des droits de l'homme .....	283
	B. Respect des droits nationaux .....	290
CHAPITRE 1	LES DROITS PRIMORDIAUX .....	300
SECTION 1	LE DROIT À LA VIE .....	300
	§ 1. <b>Le principe du droit à la vie</b> .....	301
	A. La protection de la vie des détenus et des disparus ....	301
	B. L'obligation procédurale découlant de l'article 2 .....	303
	C. L'existence d'incriminations et de mesures protégeant la vie .....	306
	§ 2. <b>Les exceptions au droit à la vie</b> .....	308
	A. L'exception de la peine capitale .....	308
	B. Les autres exceptions .....	309
SECTION 2	LE DROIT À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE .....	312
	§ 1. <b>Les notions de l'article 3</b> .....	314
	A. La torture .....	315
	B. Les peines inhumaines ou dégradantes .....	317
	C. Les traitements inhumains ou dégradants .....	318
	§ 2. <b>Les effets de l'article 3</b> .....	327
	A. Un effet direct : la responsabilité de l'État .....	327
	B. Un effet indirect : le problème de l'extradition .....	328
SECTION 3	LE DROIT À UNE ACTIVITÉ LIBRE .....	331
	§ 1. <b>Le travail d'intérêt général</b> .....	332
	§ 2. <b>Le travail requis durant l'exécution de la sanction pénale</b> .....	333
SECTION 4	LE DROIT DE NE PAS ÊTRE PUNI POUR DES FAITS NON RÉPRÉHENSIBLES .....	334
	§ 1. <b>La légalité des infractions</b> .....	337
	A. Base juridique .....	337
	B. Lex certa .....	338
	C. Interdiction de l'interprétation par analogie .....	339
	§ 2. <b>La non-rétroactivité des infractions</b> <i>(nullum crimen sine lege praevia)</i> .....	340
	§ 3. <b>La légalité des peines</b> <i>(nulla poena sine lege)</i> .....	342



	§ 4. La non-rétroactivité des peines ( <i>nulla poena sine lege praevia</i> ) .....	343
	§ 5. L'exception : la rétroactivité fondée sur les principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées.....	343
CHAPITRE 2	LES DROITS PROCÉDURAUX .....	344
SECTION 1	LE DROIT À LA LIBERTÉ PHYSIQUE.....	344
	§ 1. La notion de privation de liberté.....	347
	§ 2. La légalité de la privation de liberté.....	348
	§ 3. Les modalités de la privation de liberté .....	350
	A. La détention après condamnation .....	350
	B. La détention préventive (ou provisoire).....	352
	C. L'arrestation et la détention de la personne contre laquelle une procédure d'extradition est en cours.....	366
	§ 4. Le droit de la personne arrêtée d'être informée des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle .....	366
	A. Le contenu de l'information requise .....	367
	B. La célérité de la communication des raisons de l'arrestation et de l'accusation .....	368
	§ 5. Le droit de la personne arrêtée ou détenue d'introduire un recours devant un tribunal.....	368
	A. Rapport entre l'article 5-4 et les détentions imposées ou déjà contrôlées par un juge : la doctrine du contrôle incorporé.....	368
	B. La notion de « tribunal » au sens de l'article 5-4 .....	370
	C. Les garanties de procédure .....	370
	D. La célérité du contrôle judiciaire .....	371
	E. Le caractère du contrôle judiciaire .....	372
	§ 6. Le droit à réparation de toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de l'article 5 .....	372
	A. Rapport entre le droit à réparation et la satisfaction équitable de l'article 41 .....	373
	B. Épuisement des voies de recours internes .....	373
	C. La nature du dommage et de la réparation.....	374
SECTION 2	LE DROIT À L'ÉQUITÉ DANS LE PROCÈS .....	375
	§ 1. L'équité dans l'organisation judiciaire.....	382
	A. Le droit à un tribunal.....	382
	B. Le droit à un tribunal adéquat .....	386

	§ 2. <b>L'équité dans les règles de procédure.</b> .....	394
	A. La recherche de la preuve .....	394
	B. Le déroulement de l'instance .....	428
	C. Renforcement du principe .....	434
SECTION 3	<b>LE DROIT À NE PAS ÊTRE JUGÉ OU PUNI PLUS D'UNE FOIS</b> .....	434
SECTION 4	<b>LE DROIT AU RESPECT DE L'INTIMITÉ</b> .....	437
	§ 1. <b>Obligations positives découlant de l'article 8</b> .....	438
	§ 2. <b>La position des personnes morales.</b> .....	440
	§ 3. <b>Les objets de l'article 8.</b> .....	440
	A. La notion de vie privée.....	441
	B. La notion du domicile .....	444
	C. La notion de correspondance .....	445
	§ 4. <b>Les restrictions aux droits de l'article 8-1, les règles générales</b> .....	446
	A. Le système des restrictions .....	446
	B. Les différentes conditions sous lesquelles les restrictions s'appliquent.....	446
	§ 5. <b>Les restrictions aux droits de l'article 8-1 L'exemple des écoutes téléphoniques.</b> .....	452
	A. L'existence d'une ingérence.....	453
	B. Une prévision dans la loi .....	454
	C. Une nécessité dans une société démocratique.....	455
SECONDE PARTIE	<b>LE DROIT PÉNAL DE L'UNION EUROPÉENNE</b> .....	457
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	<b>GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT PÉNAL, LE DROIT DU TROISIÈME PILIER, LE DROIT COMMUNAUTAIRE ET LE TRAITÉ DE LISBONNE</b> .....	469
SECTION 1	<b>Le droit du troisième pilier et le droit pénal</b> .....	469
SECTION 2	<b>Le droit communautaire et le droit pénal</b> .....	475
SECTION 3	<b>Le traité de Lisbonne, les nouveaux TUE et TFUE et le droit pénal</b> .....	478

TITRE 1	LES ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE.....	481
SECTION 1	ORGANES DE FONCTIONNEMENT.....	481
	§ 1. <b>En général</b> .....	481
	§ 2. <b>Dans le domaine de la justice pénale (Europol, Eurojust et le Réseau judiciaire européen)</b> .....	483
	§ 3. <b>Le futur : Europol, Eurojust, le Réseau judiciaire européen et le Parquet européen</b> .....	491
SECTION 2	ORGANES DE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL.....	494
	§ 1. <b>Le troisième pilier</b> .....	495
	A. Contrôle de la légalité des actes dans le domaine du troisième pilier .....	495
	B. Questions préjudicielles.....	496
	C. Différends entre États membres ou entre États membres et Commission .....	497
	§ 2. <b>Les communautés européennes</b> .....	497
	A. Recours en manquement .....	497
	B. Contrôle de la légalité des actes et des abstentions communautaires.....	500
	C. Contrôle de la légalité des règlements par voie d'exception d'illégalité .....	502
	D. Questions préjudicielles.....	503
	E. Questions juridiques posées par le Conseil, la Commission ou un État membre.....	506
	§ 3. <b>Le traité de lisbonne, le nouveau TUE et TFUE</b> .....	506
TITRE 2	LES SOURCES DE L'UNION EUROPÉENNE.....	509
CHAPITRE 1	DIVERSITÉ FORMELLE DES SOURCES .....	511
SECTION 1	LE DROIT DU TROISIÈME PILIER .....	511
	§ 1. <b>Droit primaire (inclus les conventions internationales)</b> .....	511
	§ 2. <b>Droit secondaire</b> .....	511
SECTION 2	LE DROIT COMMUNAUTAIRE .....	515
	§ 1. <b>Diversité du droit communautaire</b> .....	515
	A. Droit communautaire primaire .....	515
	B. Droit communautaire secondaire (dérivé) .....	516
	§ 2. <b>Primauté de l'ordre juridique communautaire</b> .....	518
	A. Principe.....	518
	B. Limites.....	518

	§ 3. <b>Applicabilité immédiate et effet direct du droit communautaire</b> .....	522
	A. La règle générale .....	522
	B. Un problème particulier : effet direct d'une directive ? .....	524
CHAPITRE 2	<b>UNITÉ RÉELLE DES SOURCES : LE RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX</b> .....	526
TITRE 3	<b>LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE</b> .....	531
CHAPITRE 1	<b>LES EFFETS DU DROIT DU TROISIÈME PILIER SUR LE DROIT PÉNAL NATIONAL</b> (vue générale : les effets des positions communes, décisions, décisions-cadres et conventions internationales ; livres verts) .....	533
SECTION 1	<b>LE DROIT PÉNAL GÉNÉRAL</b> .....	534
	§ 1. <b>La décision-cadre du 26 juin 2001 sur l'identification, le dépistage, le gel, la saisie et la confiscation</b> .....	534
	§ 2. <b>La décision-cadre du 24 février 2005 sur la confiscation</b> .....	535
	§ 3. <b>La décision-cadre du 27 novembre 2008 sur les mesures de probation et les peines de substitution</b> .....	537
SECTION 2	<b>LE DROIT PÉNAL SPÉCIAL</b> .....	538
	§ 1. <b>Décision-cadre du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme</b> .....	538
	§ 2. <b>Décision-cadre du 22 décembre 2003 visant la lutte contre l'exploitation sexuelle d'enfants et la pédopornographie</b> .....	542
	§ 3. <b>Décision-cadre du 19 juillet 2002 relative au trafic d'êtres humains</b> .....	547
	§ 4. <b>Décision-cadre du 28 novembre 2002 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers</b> .....	550
	§ 5. <b>Décision-cadre du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé</b> .....	554
	§ 6. <b>Décisions-cadre du 29 mai 2000 et du 6 décembre 2001 visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro</b> .....	556

	§ 7. <b>Décision-cadre du 28 mai 2001 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces</b> .....	558
	§ 8. <b>Décision-cadre du 25 octobre 2004 concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue</b> .....	560
	§ 9. <b>Décision-cadre du 24 février 2005 relative aux attaques visant les systèmes d'information ;....</b>	561
	§ 10. <b>Proposition de décision-cadre du conseil du 11 juillet 2007, concernant la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal</b> .....	564
SECTION 3	<b>LA PROCÉDURE PÉNALE</b> .....	566
SOUS-SECTION 1	<b>Instruments tendant au rapprochement des droits nationaux</b> .....	566
	§ 1. <b>Les résolutions</b> .....	567
	§ 2. <b>Les décisions-cadre</b> .....	568
	A. Les décisions-cadre sectorielles .....	569
	B. Les décisions-cadre transversales .....	571
SOUS-SECTION 2	<b>Instruments tendant à la coopération entre organes nationaux</b> .....	577
	§ 1. <b>La coopération policière</b> .....	577
	A. Pouvoirs confiés aux polices nationales .....	579
	B. Le système d'information Schengen (SIS) .....	586
	§ 2. <b>La coopération judiciaire ordinaire</b> .....	591
	A. La preuve des faits .....	593
	B. La procédure d'entraide .....	605
	§ 3. <b>La coopération judiciaire améliorée</b> .....	607
	A. Les décisions sur la liberté. Le mandat d'arrêt européen .....	609
	B. Les décisions aux fins de recherche de preuves .....	631
	C. Les décisions liées à la décision au fond .....	646
CHAPITRE 2	<b>LES EFFETS DU DROIT COMMUNAUTAIRE SUR LE DROIT PÉNAL NATIONAL</b> .....	677
SECTION 1	<b>L'EFFET NÉGATIF : L'INCOMPATIBILITÉ DE DISPOSITIONS DE DROIT NATIONAL AVEC LE DROIT COMMUNAUTAIRE</b> .....	678
	§ 1. <b>L'élément moral des infractions</b> .....	680
	§ 2. <b>La proportionnalité des peines</b> .....	680

SECTION 2	L'EFFET POSITIF : L'OBLIGATION DES ÉTATS MEMBRES SUR LE PLAN DU DROIT PÉNAL .....	681
SOUS-SECTION 1	Les conséquences de l'effet positif .....	681
	§ 1. <b>Les obligations générales des États membres relativement au droit pénal</b> .....	681
	§ 2. <b>Les obligations spécifiques des États membres relativement au droit pénal</b> .....	684
SOUS-SECTION 2	Les limites à l'effet positif (les principes du droit pénal) .....	685
	§ 1. <b>Non-rétroactivité</b> .....	686
	§ 2. <b>Légalité</b> .....	687
	§ 3. <b>Culpabilité</b> .....	688
	§ 4. <b>Proportionnalité des peines</b> .....	690
SOUS-SECTION 3	La réalisation de l'effet positif .....	690
	§ 1. <b>La méthode nationale</b> .....	690
	A. Mise en œuvre du droit communautaire primaire par le droit pénal national (référence ou adoption en droit interne) .....	691
	B. Mise en œuvre du droit communautaire dérivé par le droit pénal national (tacite et expresse) .....	691
	§ 2. <b>La méthode mixte</b> .....	695
	A. Mise en œuvre du droit communautaire primaire par le droit pénal national aux plans communautaire et national .....	695
	B. Mise en œuvre du droit communautaire dérivé par le droit pénal national aux plans communautaire et national .....	697
	§ 3. <b>La méthode communautaire</b> .....	732
	A. Droit de fond des sanctions communautaires « classiques » .....	732
	B. Règles de procédure applicables aux sanctions communautaires « classiques » .....	739
	C. L'élargissement du champ d'application de la méthode communautaire .....	749
APPENDICE	<b>LA MÉTAMORPHOSE EUROPÉENNE</b> L'influence du traité de Lisbonne sur le droit pénal européen .....	753
SECTION 1	<b>ABANDON DE LA STRUCTURE EN PILIERS ET QUESTIONS VOISINES</b> .....	755
	§ 1. <b>La fin de la lutte entre piliers</b> .....	755

	§ 2. L'installation d'une seule procédure de codécision et la simplification de la nomenclature.....	756
	§ 3. La juridiction de la Cour de Justice de l'Union Européenne.....	757
	A. L'espace de liberté, de sécurité et de justice .....	757
	B. Nuancer la juridiction automatique.....	758
SECTION 2	LA COOPÉRATION JUDICIAIRE ET POLICIÈRE EN MATIÈRE PÉNALE .....	759
	§ 1. La coopération judiciaire en matière pénale .....	759
	A. La Reconnaissance mutuelle et l'harmonisation .....	759
	B. La procédure d'alarme et la coopération renforcée....	760
	C. L'avenir d'Eurojust.....	762
	§ 2. Coopération policière (Europol) .....	763
SECTION 3	LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE.....	764
	§ 1. La nécessité de visibilité .....	764
	§ 2. La deuxième proclamation .....	765
	§ 3. Une exception pour le Royaume-Uni et la Pologne....	766
En conclusion .....		766
ANNEXE I : Glossaire.....		769
ANNEXE II : Convention européenne des droits de l'homme et ses protocoles telle qu'amendée par le Protocole n° 11.....		775
ANNEXE III : Version consolidée du Traité sur l'Union européenne.....		793
ANNEXE IV : Conseil européen de Tampere 15 et 16 octobre 1999.....		801
ANNEXE V : Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (extraits).....		807
INDEX ALPHABÉTIQUE.....		815